

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
16 février 2011  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-cinquième session  
Point 117 de l'ordre du jour  
Application des résolutions de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Conseil de sécurité  
Soixante-sixième année**

**Lettre datée du 15 février 2011, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'ex-République  
yougoslave de Macédoine auprès des l'Organisation  
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre que le Ministre des affaires étrangères de la République de Macédoine, M. Antonio Miloshoski, vous a adressée le 14 février 2011 (voir annexe), en réponse à une lettre qui vous avait été adressée par le Ministre des affaires étrangères de la République hellénique, M. Dimitris P. Droutsas, le 12 novembre 2010, et qui vous avait été transmise en annexe d'une lettre datée du 21 décembre 2010, émanant du Représentant permanent de la République hellénique auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Anastassis Mitsialis, publiée le 30 décembre 2010 sous la cote A/65/667-S/2010/672.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 117, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
Slobodan **Tashovski**



**Annexe à la lettre datée du 15 février 2011 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'ex-République yougoslave de Macédoine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la lettre que le Ministre des affaires étrangères de la République hellénique, M. Dimitris P. Droutsas, vous a adressée le 12 novembre 2010 (voir A/65/667-S/2010/672, annexe).

Tout d'abord, je constate qu'il s'est écoulé un délai considérable entre la date de la lettre (12 novembre 2010) et la date de sa distribution (la lettre vous a été transmise en annexe à une lettre que vous a adressée le Représentant permanent de la République hellénique, M. Anastassis Mitsialis, le 21 décembre 2010 et qui a été distribuée le 30 décembre 2010).

La lettre contient un certain nombre d'affirmations inexactes, sur les plans factuel et juridique, concernant mon pays et je me dois d'y répondre. La première inexactitude concerne le fait que la République de Macédoine n'a pas négocié de bonne foi pour parvenir à un règlement du différend portant sur le nom de mon pays. La deuxième est que nous aurions eu recours à des pratiques « se référant à l'antiquité » et à des « provocations », en violation de l'Accord intérimaire signé entre la République hellénique et la République de Macédoine en 1995. La République de Macédoine rejette catégoriquement ces deux affirmations, qui reposent sur des déformations fondamentales des faits et du droit.

S'agissant des négociations relatives au différend portant sur le nom de mon pays, la République de Macédoine prend une part active et constructive aux négociations de bonne foi tenues depuis l'adoption de la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité, dans le cadre de la procédure de médiation dirigée depuis peu par votre Envoyé personnel, M. Matthew Nimetz. Au cours de ces négociations, la République de Macédoine a accepté des propositions formulées par M. Nimetz qui serviraient de point de départ à un règlement, y compris celle de mars 2008 (« République de Macédoine (Skopje) ») que la République hellénique a malheureusement rejetée.

En acceptant ces propositions, mon pays s'écarterait de sa position de prédilection, cherchant à parvenir à une solution acceptable pour les deux parties. En faisant ces concessions, nous voulions répondre aux inquiétudes de la Grèce, animés de bonne volonté et soucieux d'entretenir des relations de bon voisinage. Nous avons réaffirmé plusieurs fois que nous étions fermement attachés à la négociation et que nous étions résolus à régler le différend relatif au nom. C'est pourquoi M. Nimetz nous a félicités de nous employer sans relâche à régler le différend. Comme je vous l'ai dit la dernière fois que nous nous sommes entretenus, nous souhaitons vivement la reprise des négociations. Nous nous sommes réjouis qu'une réunion ait eu lieu récemment avec votre Envoyé personnel à New York, le 9 février, et nous attendons avec intérêt le prochain cycle de pourparlers.

Mon pays a également montré qu'il était très attaché à l'établissement et au maintien de relations de bon voisinage avec la Grèce, en participant à une série de contacts bilatéraux de haut niveau avec la République hellénique au cours des 16 derniers mois. Ces entretiens ont pu avoir lieu grâce à l'évolution salubre de la politique grecque en 2009, qui a permis le rétablissement des contacts. Nous avons

participé de bonne foi à ces réunions bilatérales qui visaient à faciliter les négociations engagées sous vos auspices. Afin de continuer de renforcer la coopération entre nos deux pays et d'aider à instaurer un climat de bon voisinage propice au règlement du différend relatif au nom, la République de Macédoine a, de bonne foi, proposé et présenté de nouveau des initiatives visant à faire avancer les relations bilatérales. Elle continue d'espérer que la République hellénique reviendra sur la réponse négative initiale qu'elle y a donnée.

La République de Macédoine continue d'espérer également que la République hellénique s'écartera de la position qu'elle a elle-même qualifiée de « non négociable » et « à ne pas dépasser », qui consiste à imposer unilatéralement le principe « d'un nom composé d'un qualificatif géographique, utilisable en toutes circonstances ». La façon dont la République hellénique aborde la procédure de médiation consiste en effet à obliger la République de Macédoine à se borner à adhérer aux exigences unilatérales « non négociables » qu'elle formule. Or il n'est possible de parvenir à une solution de compromis et à un règlement durable du différend que si l'on tient compte de la position des deux parties et des principes fondamentaux du droit international, y compris le respect de l'intégrité et de l'égalité souveraine des États.

La République hellénique cherche également à imposer ses exigences à la République de Macédoine en appliquant une stratégie visant à limiter son intégration euratlantique et européenne. Dans le cadre de cette stratégie et en vue de faire pression sur notre pays pour qu'il accepte ses exigences au nom des négociations, la République hellénique s'est opposée à l'admission de mon pays dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en 2008. La Cour internationale de Justice a été saisie du dossier et nous voudrions, entre autres éléments, qu'elle déclare que la République hellénique a violé l'esprit et la lettre de l'Accord intérimaire de 1995.

S'agissant de la deuxième accusation de la République hellénique, on ne voit pas bien comment des « représentations en relief » « que l'on retrouve dans le plan d'urbanisme “Skopje 2014” » auraient un quelconque lien avec les négociations portant sur le nom. Quoi qu'il en soit, la République de Macédoine réfute l'affirmation selon laquelle elle aurait eu recours à des pratiques « se référant à l'antiquité » et à des « provocations », en violation de l'Accord intérimaire signé entre la République hellénique et la République de Macédoine en 1995, qui se seraient matérialisées dans « une série de représentations en relief » ou autrement. Elle rejette aussi catégoriquement la déformation de la vérité à laquelle se livre la République hellénique en affirmant que la République de Macédoine « refus[e] de rectifier la situation » comme il est demandé au paragraphe 3 de l'article 7 de l'Accord intérimaire. Les accusations de la République hellénique se fondent sur une déformation fondamentale des faits et du sens des paragraphes 2 et 3 de l'article 7 de l'Accord intérimaire.

Les faits sont les suivants :

Le 1<sup>er</sup> novembre 2010, le Ministère macédonien des affaires étrangères a reçu une note verbale émanant du Bureau de liaison de la République hellénique à Skopje dans laquelle la République de Macédoine était accusée d'avoir violé l'article 7 de l'Accord intérimaire en érigeant « une série de représentations en relief de grandes figures historiques grecques [...] de la Macédoine antique, telles que le soleil de Vergina [...] sur le socle des statues de lion du pont de “Goce Delcev” à Skopje ».

La reconstruction du pont s'inscrit dans le plan d'urbanisme « Skopje 2014 » évoqué dans la lettre émanant de la République hellénique.

Conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord intérimaire, le Ministre des affaires étrangères de la République de Macédoine a examiné les questions soulevées par la République hellénique et répondu le 1<sup>er</sup> décembre 2010 que le symbole figurant autrefois sur le drapeau national de la République de Macédoine (dénommé « soleil de Vergina » par la République hellénique) avait été retiré des statues du pont en question. La note verbale était libellée come suit :

« [...] Conformément au paragraphe 3 de l'article 7 de l'Accord intérimaire et soucieux d'entretenir des relations de bon voisinage, le Ministère a le plaisir de communiquer au Bureau de liaison de la République hellénique que, à la suite des enquêtes menées sur les questions soulevées, il a pris des mesures pour que le symbole figurant autrefois sur le drapeau national de la République de Macédoine ne soit pas reproduit sur les statues de lion du pont de Goce Delcev. Comme le Bureau de liaison de la République hellénique n'est pas sans savoir, au moment où le Ministère macédonien des affaires étrangères a été saisi de l'affaire et au moment où il a pris ces mesures, les statues de lion du pont de Goce Delcev étaient encore en travaux et le sont jusqu'à ce jour [...] ».

Il apparaît donc que l'accusation selon laquelle mon pays « refuse de rectifier la situation » est sans fondement. Cette accusation était fausse le 12 novembre 2010, lorsque le Ministre des affaires étrangères de la République hellénique a rédigé la lettre qu'il a adressée à l'Organisation : à cette date-là, la République de Macédoine n'avait pas encore répondu à la note verbale de la République hellénique. Cette accusation était en outre une déformation totale des faits le 21 décembre 2010, lorsque la lettre vous a été adressée pour diffusion : à cette date-là, mon pays avait répondu par une note verbale énonçant les mesures prises pour rectifier la situation qu'il avait communiquées à la République hellénique.

La note verbale que le Ministère des affaires étrangères de la République de Macédoine a adressée en réponse le 1<sup>er</sup> décembre 2010 rejetait l'accusation de la République hellénique selon laquelle « les représentations en relief » de figures historiques de la région pouvaient constituer une violation de l'article 7 de l'Accord intérimaire. Elle invitait en outre la République hellénique à exposer les fondements de ses accusations :

« [...] le Ministère des affaires étrangères réaffirme que les représentations artistiques d'importantes figures historiques de la région, telles que celles qui sont reproduites sur les lions du pont de Goce Delcev, ne sont nullement contraires aux dispositions de l'Accord intérimaire de 1995 qui ne vise aucunement à mettre un frein à l'expression artistique, comme l'indique clairement l'engagement pris par les deux parties à l'article 9. Le Ministère forme à nouveau le vœu que la République hellénique ne cherche pas à compromettre la liberté d'expression qui se traduit par le droit à l'expression artistique dans chacun de nos deux pays.

S'agissant de l'affirmation de la République hellénique selon laquelle la représentation artistique de figures historiques peut 1) constituer une violation de l'article 7 de l'Accord intérimaire de 1995 et 2) être contraire aux

dispositions du paragraphe 3 de l'article 7 du même accord, le Ministère des affaires étrangères de la République de Macédoine, n'ayant pas reçu de réponse à sa demande précédente, demande à nouveau à la République hellénique de préciser les fondements de cette affirmation [...] ».

On ne sait pas bien pourquoi la République hellénique a choisi de ne pas entamer un dialogue propice à la promotion de relations de bon voisinage en ne répondant pas aux questions soulevées par la République de Macédoine dans sa note verbale. La République hellénique a au contraire cherché à envenimer la situation en vous adressant une lettre dont la teneur est fondée sur une erreur d'interprétation des faits et du droit. Je regrette profondément ce choix, qui semble avoir un lien avec l'affaire dont est saisie la Cour internationale de Justice.

En conclusion, je tiens à souligner que mon gouvernement reste fermement attaché à toutes les dispositions de l'Accord intérimaire de 1995 et aux négociations engagées sous vos auspices concernant le règlement du différend portant sur le nom. Nous espérons que ce différend pourra être réglé rapidement. La République de Macédoine reste disposée à parvenir à un règlement satisfaisant les deux parties.

(Signé) Antonio **Miloshoski**

---